Quelle société roumaine dans l'Union Européenne ?

Vasile Puşcaş
Professeur des Universités
Université *Babeş-Bolyai* de Cluj-Napoca

Synergies *Roumanie* n° 6 - 2011 pp. 253-255

Nous entendons souvent dire que la Roumanie est le septième pays comme nombre de députés dans le cadre de l'Union Européenne. Dans l'optique d'une telle appréciation quantitative, notre importance serait ainsi considérable. Pourtant, pour nous, les citoyens de la Roumanie, ce qui compte avant tout est de comprendre le poids véritable de cette réalité vu que, sans doute, les autres pays membres cherchent toujours à faire imposer leurs intérêts.

Ce qu'une telle appréciation veut dire pour nous, c'est qu'avant tout on devrait se fixer des objectifs clairement définis pour chaque secteur d'activité en partie et pour chaque étape qu'on devra franchir dans notre quête de faire entendre notre voix à l'intérieur de l'Union Européenne. Incontestablement, certains Roumains se contentent de laisser parler en leur nom leurs représentants nationaux, sans leur consultation préalable. Et cela non pas en vertu d'une lassitude ou d'une légèreté quant à l'avis des citoyens, mais parce qu'on voit se préciser sans cesse dans la société roumaine des idées directrices issues de ses traits cohérents et homogènes, déterminés aussi par une certaine expérience comportementale. Par contre, selon d'autres Roumains, la déstructuration de la société roumaine réclamerait une mobilisation incessante. Ce qui est pourtant sûr, c'est qu'on ignore de nos jours encore les noms de ceux qui agissent pour nous, leurs actions et même la manière dont ils conçoivent et mettent en œuvre ces actions.

Cependant, à une certaine époque, tout au début du XX^{e} siècle, la Roumanie a eu la chance de voir se réaliser son « accomplissement historique », selon la formule de Lucian Blaga. Juste après 1918, l'année de la constitution d'une entité nationale unifiée du point de vue politique et territorial, les Roumains ont pu croire à une unité non pas seulement ethnique, mais aussi institutionnelle, sociale, économique et, ce qui est le plus important, idéologique. Toutefois, après l'unification politique et territoriale, la société roumaine s'est avérée incapable de trouver le liant nécessaire à la constitution d'une communauté nationale homogène qui soit reconnue et respectée sur le plan européen. Les censures et les barrières ont affecté non seulement des groupes sociaux, économiques, ethniques et culturels différents, mais aussi les factions politiques. Très rapidement, la conduite sectaire de la plupart des segments sociétaux a conduit à l'échec de l'ancien rêve d'un projet national commun. Survenu en 1949, l'échec lamentable de ce que semblait l'idéal d'une Roumanie moderne unifiée a révélé la vulnérabilité de la société roumaine de l'entre-deux-guerres.

BDD-A2340 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:04:26 UTC)

Ce petit détour par l'expérience de l'entre-deux-guerres constitue un exemple éloquent d'une occasion manquée par les Roumains. Les avertissements publics lancés à l'époque ont eu peu d'impact. En 1927, par exemple, Constantin Radulescu-Motru appelle à « l'organisation », y convoquant en particulier les intellectuels et les hommes politiques : Nous, les Roumains, en nous réjouissant d'une unification nationale enfin accomplie, devrions être les premiers à apprendre ce que l'organisation signifie. Et pourtant, nous sommes les derniers à l'apprendre, si nous ne l'abandonnons pas pour de bon. *Il y aurait dans la pâte de notre âme* - continue le savant roumain - *une aversion foncière contre l'organisation. On n'y croit point. On prend toute occasion de la tromper. Pour réaliser nos idéaux on se fie plutôt au hasard qu'à un plan d'organisation. On est voué à l'improvisation ! C'est elle qui nous tente à chaque moment, tant dans nos discours que dans nos actes !*

Malheureusement, l'avertissement de Radulescu-Motru n'a pas trouvé d'écho pendant l'entre-deux-guerres. On l'évoque maintenant, quatre ans après l'adhésion de la Roumanie à l'UE. Le temps est venu d'examiner notre conduite historique afin d'obtenir ou de récupérer tout le crédentiel nécessaire à une optimisation de notre activité au sein de la communauté européenne. Il ne s'agit pas là, tout simplement, d'offrir la « carte de visite » de nos échecs. Cette idée devrait se trouver à la base de toute démarche commune à effectuer en vue de réaliser le projet d'intégration européenne. Mais qui sont les acteurs d'une démarche sociétale d'une telle ampleur ? Avec quels moyens et de quelle manière celle-ci devrait-elle s'accomplir ? Voilà autant de questions restées encore sans réponse. « On doit entrer dans l'UE dignes et fiers de nous-mêmes » : on reconnaît là le leitmotiv de bien des discours politiques internes avancés à l'époque de l'intégration. Mais cela peut s'accomplir soit en vertu d'effusions plus ou moins rationnelles soit en prenant connaissance lucidement de nos réalités factuelles. Et ce, car on ne peut pas et on ne doit pas passer de vue tout ce qui se passe de nos jours dans la société roumaine.

Plutôt que de chercher la convergence de nos paroles et de nos actes et d'éliminer le sectarisme comportemental parfois ouvertement intolérant, on tend à renforcer les barrières, de quelque nature qu'elles soient : sociales, économiques, morales et même politiques. On invoque souvent la question de l'intégration européenne tout en contournant les débats sur des projets nationaux communs ou sur l'idéal d'une société roumaine unifiée, harmonisée avec les politiques européennes. Tandis que, chez soi, on encourage une conduite du type *homo homini lupus*, on affirme à Bruxelles notre capacité de coopération avec les institutions européennes et avec les autres États membres de l'UE. Tout en soutenant notre adhésion à la vision communautaire, une fois la Roumanie devenue membre de l'UE, on ne trouve guère les ressources nécessaires au développement du bien-être commun. Dans une chasse permanente aux « ennemis du peuple » au sein de notre propre société, on prétend, dans les capitales européennes, à l'harmonie et à une identité bien définie. Et les exemples de tels « paradoxes roumains » peuvent continuer. Si on continue à les mettre en évidence et à les faire perpétuer, ils pourront mettre en péril même nos aspirations sociétales au sein de l'UE.

Il y a plus de huit décennies déjà, Radulescu-Motru affirmait comme suit : « La Roumanie moderne a besoin de nos jours d'une mise en œuvre de toutes ses forces réelles et d'une création véritable. La réussite d'une telle mise en œuvre dépend tout d'abord d'une attitude spirituelle *envers le travail et envers le mérite*. Nous avons surtout besoin de

BDD-A2340 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:04:26 UTC)

gens qui aiment la vérité et le courage. » Par ces idées, Radulescu-Motru avait en vue l'édification d'une Roumanie moderne, ayant à sa base la vision européenne. Si son appel a rencontré en 1927 un public modeste, nous voudrions aujourd'hui nous présenter dans le cadre de l'Union Européenne avec une Roumanie différente, une Roumanie dont l'apport à la construction européenne soit en effet bénéfique.

Cet appel, sera-t-il enfin entendu ? Entendu surtout par tous ceux qui en sont concernés ? Serait-ce une nation roumaine solidaire et puissante qui a adhéré à l'Union européenne ou, par contre, une nation faible et désorganisée ? Il y a déjà de multiples indices signalant que la société roumaine a été mal guidée par ses dirigeants au sein de l'UE ! Et alors ?

BDD-A2340 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:04:26 UTC)